

Remerciements

Je tiens à remercier Madame Dominique Maliesky et Monsieur Jean François Polo, qui m'ont soutenue pendant ma deux ans de stage linguistique à l'Institut d'Étude Politique de Rennes.

La réconciliation inachevée

France - Algérie

<i>Introduction</i>	p.3
I La guerre d'Algérie et la réconciliation difficile	
- principal obstacle politique pour l'aide française à l'Algérie -	p.5
1) Le côté français : le consensus non établi sur la mémoire blessée	p.6
a. L'entrée tardive et incomplète de la guerre d'Algérie dans l'Histoire	p.6
b. La « guerre de mémoire » sur le passé colonial	p.9
2) Le côté algérien : le passé détourné par les autorités politiques	p.14
a. La mythification de la « guerre de libération »	p.14
b. L'écriture de l'histoire comme l'Histoire officielle	p.19
II La « guerre » continue	
- l'influence des guerres civiles algériennes et de l'« Islam » sur l'entente franco-algérienne -	p.23
1) Le côté français : la « guerre » continue contre les « ennemis » du modèle républicain	p.24
a. La stigmatisation accélérée par les guerres civiles algériennes	p.25
b. L'« islamisation » de la question migratoire dans la société française	p.28
2) Le côté algérien : la société toujours plongée dans la violence	p.32
a. La « guerre invisible » des années 1990	p.33
b. L'« islamisation » de la société algérienne	p.38
<i>Conclusion</i>	p.42
Bibliographie	p.44

L'Algérie tient une place importante dans la politique de l'aide française, restant un des principaux pays bénéficiaires. Hors allègement de dette, l'Algérie est le premier bénéficiaires de l'APD française en 2005 avec 175 millions d'euros. En montant total de l'APD française en 25 ans (de 1981 à 2005), il se place 8^{ème} parmi les 10 premiers pays récipiends¹. Il faudrait cependant s'interroger sur le résultat de cette énorme quantité de l'aide, notamment du point de vue des objectifs finaux de l'aide française : préserver son « rang » international en maintenant les liens privilégiés avec ses « champs ». Il semble en effet que l'aide française à l'Algérie n'a contribué qu'à développer les dépendances économiques, au lieu de jouer un rôle compensateur pour réaliser la réconciliation.

La quantité de l'aide a certainement contribué à approfondir les relations économiques. L'Algérie est le premier partenaire commercial de la France sur le continent africain et les échanges entre les deux pays ont presque doublé en dix ans (de 1995 à 2005) en devenant actuellement presque équivalents. La France est également le second investisseur en Algérie derrière les Etats-Unis sur la période 1998 – 2006². De plus, du point de vue de la sécurité énergétique, l'interdépendance économique avec l'Algérie est un atout pour la France. Cependant, quand on voit les relations politiques, les années après la décolonisation connaissaient une série de tensions au lieu de l'établissement de la solidarité. Au cours des années 1990 où les algériens connaissaient la guerre civile obscur, Paris s'en est politiquement éloigné en fermant le Consulat. Les allocutions formulées par le Ministre algérien des anciens combattants à la veille de la première visite

¹ les chiffres fondés sur le rapport de DAC, OCDE

² selon le site officiel de l'Ambassade de France en Algérie : <http://www.ambafrance-dz.org/>

du Président français Nicolas Sarkozy en Algérie ont provoqué à nouveau les tentions : ces propos, «... *si la France ne reconnaît pas les crimes qu'elle a commis en Algérie, une normalisation ou une réconciliation n'est pas envisageable.* », montre bien les relations franco-algériennes restant toujours délicates bien qu'ils soit prononcés à titre personnel. La multiplication récente des arguments sur l'interprétation diverse de la guerre d'Algérie en France explique que ce pays ne sort toujours pas de son passé colonial. En même temps, les jeunes algériens qui ne connaissent pas directement la guerre d'indépendance sont attirés par les discours nationalistes et anti-français, dans la vague d'« islamisation ». A l'autre côté de la Méditerranée également, la hostilité envers les pays d'« Islam » ne cesse de s'intensifier. Bref, les deux pays se trouvent loins d'établir les relations de solidarité, malgré l'importance de l'aide bilatérale.

Tels constats m'amènent à poser une question suivante : pour quelles raisons l'aide française au développement à l'Algérie depuis la décolonisation n'a pas pu jouer le rôle compensateur pour réaliser la réconciliation franco-algérienne ? Pour traiter cette problématique, je voudrais me concentrer sur les obstacles politiques, plutôt que les problèmes systématiques et techniques de l'aide. C'est vrai qu'il reste plein de choses à réviser dans le système de l'aide française même après la réforme institutionnelle de 1999, et que sa nature empêche la réalisation de ses propres objectifs et sa rentabilité (la concentration de l'aide dans les domaines qui n'ont rien avec les objectifs initiaux de l'aide au développement, la confusion grandissante entre la coopération et la relance de la francophonie, et la manque de la coopération avec le secteur privé, etc). En plus, du point de vue de l'efficacité de l'aide, il faut également évoquer les problèmes de la gestion par le gouvernement algérien, tels que le détournement de l'aide et la corruption. Cependant, l'aide française à

l'Algérie connaît les difficultés plus fondamentales. L'amélioration du système et de la gestion de l'aide contribuera certainement à augmenter son efficacité, mais la signification de l'aide ne se limite pas à cela. Pour la vraie réussite de la politique de l'aide française à l'Algérie, du point de vue des intérêts nationaux de la France et de sa politique de « rang », la réconciliation entre les deux pays est indispensable. L'aide au développement ne suffit pas certes pour la réaliser. Ainsi faudrait il remarquer les obstacles politiques à l'aide française à l'Algérie.

J'analyserai d'abord l'écart d'interprétation sur la guerre d'Algérie entre les deux pays, comme principal obstacle politique pour l'aide française à l'Algérie (Chapitre I), puis l'influence des guerres civiles algériennes et de l'« Islam », comme nouveaux obstacles à l'entente franco-algérienne, facteur important pour la réussite de la politique de l'aide (Chapitre II).

I La guerre d'Algérie et la réconciliation difficile

- principal obstacle politique pour l'aide française à l'Algérie -

Le problème le plus fondamental de l'aide française à l'Algérie se trouve ainsi dans les obstacles politiques. Sans réconciliation politique, aucun projet d'aide ne peut pas apporter les vrais fruits, les relations de solidarité et de bénéfice réciproque, comme le montre bien le cas de l'aide japonaise à la Chine après la guerre sino-japonaise. Pour l'aide française à l'Algérie, c'est l'écart d'interprétation sur la guerre d'Algérie, qui empêche la réconciliation, et constitue ainsi le principal obstacle à la réussite de l'aide. « Un oubli de la guerre » d'une part, « un oubli de l'histoire réelle pour construire une culture

de guerre »³ d'autre part : ayant évité si longtemps de faire face à la mémoire de la guerre d'Algérie, les deux pays ne peuvent pas encore sortir de leur passé.

1) Le côté français : le consensus non établi sur la mémoire blessée

La guerre d'Algérie pour beaucoup de Français reste avant tout un traumatisme de leur défaite militaire et diplomatique, de leur puissance perdue. Après presque 50 ans, cette blessure ne semble pas être cicatrisée, n'entrant pas vraiment dans une Histoire, faute de consensus national sur cette mémoire blessée.

a. L'entrée tardive et incomplète de la guerre d'Algérie dans l'Histoire

La difficulté de l'entrée dans l'Histoire de la guerre d'Algérie due en un sens à son caractère lui-même. Par sa nature de guerre d'indépendance et coloniale sans déclaration officielle, il peut exister différentes interprétations sur le jour de déclenchement de la guerre : le 1^{er} novembre 1954 - naissance du Front de libération nationale (FLN), le 8 mai 1945 - manifestation au nord d'Algérie d'où le nationalisme algérien est né, le 20 août 1955 - une série d'insurrections des paysans qui change les regards des français sur l'Algérie, ou même 1830 - le début de la colonisation française, ainsi que sur celui de sa fin : le 18 mars 1962 - signature des accords d'Évian, le 3 juillet 1962 - reconnaissance officielle par la France de l'indépendance de l'Algérie, la fin de 1962 ou encore après, en raison de conflits violents et des massacres qui suivaient. On peut également comprendre la complexité et l'ambiguïté de

³ STORA B., « 1999-2003, guerre d'Algérie, les accélérations de la mémoire », in Harbi M. et STORA B. (dir.), *La Guerre d'Algérie 1954 - 2004 la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004, p.502

l'histoire de la guerre d'Algérie par l'appellation : connue comme « guerre d'Algérie » en France et « guerre de libération », « Révolution », ou plus récemment « guerre d'indépendance » en Algérie, cette guerre n'a été reconnue que récemment comme « guerre » par le gouvernement français. Même si le mot « guerre » avait été utilisé dès 1955 par la presse (non pas en sens d'un conflit entre deux nations mais d'un combat mené contre les ennemis à l'intérieur), il est disparu des discours officiels dès la signature des accords d'Évian, remplacé par le mot « événements » d'Algérie. Ce n'est qu'en juin 1999 que, suite à de longues batailles des anciens soldats de la guerre d'Algérie pour leurs droits d'anciens combattants, que la guerre d'Algérie est reconnue en tant que telle par l'Assemblée nationale française. Ce long déni de la « guerre » s'explique à la fois par la raison économique (le paiement de pensions aux anciens combattants) et par le traumatisme politique, la volonté de ne pas admettre la défaite.

Une série d'amnistie après la fin de la guerre ont également bien contribué à la fabrication d'un « oubli » de la guerre d'Algérie en France. Dès le 17 décembre 1964 est apparue la première loi d'amnistie liée aux « événements » d'Algérie. Jusqu'en juin 1968, tous les prisonniers politiques de cette guerre ont quitté les prisons français. La loi de 1982 a même permis de réhabiliter les militaires condamnés lors du putsch d'Alger d'avril 1961. Même si cette amnistie est de nature réciproque, il est évidant que cela entrave l'apparition de la mémoire collective sur la guerre d'Algérie en France, en interdisant tous recours judiciaire concernant les crimes coloniaux, à la différence de ceux commis sous le régime de Vichy.

Même parmi le public, les mémoires de la guerre d'Algérie se sont rapidement éloignées dès 1962, en pleine évolution et modernisation de la société française. Face au développement économique que la France n'avait jamais connu, les citoyens ont choisi de s'intéresser aux changements du

présent plutôt qu'aux vérités du passé douloureux, sans regarder les « héritages » de cette guerre tels que les « pieds-noirs » ou les « harkis ». Seulement 5 mois après la signature des accords d'Évian, en septembre 1962, « il n'y a plus que 13 % de Français à considérer que l'Algérie et le problème de rapatriés constituent encore une vraie préoccupation »⁴. La vague de commémoration d'autres guerres fait également ressortir l'« oubli » de cette guerre.

Malgré cette absence de débat public et l'indifférence générale, la guerre d'Algérie se présentait certes à travers les livres, dès les années 1970. La motivation de la production vient cependant moins de la volonté de faire entrer ces événements dans l'Histoire que de la simple nostalgie et du regret vis à vis de l'empire perdue. En effet, selon Benjamin Stora, « près de 70 % des ouvrages publiés en France de 1962 à 1982 sont favorables aux thèses du maintien de la présence française en Algérie »⁵. Les porteurs de mémoires de la guerre, notamment les « harkis » ou les témoins des tortures devaient se laisser dans la solitude.

C'est à partir des années 1990 que la tendance s'inverse, que cette guerre « revient » dans la société française. Depuis 1992, on connaît une multiplication considérable de travaux, de publications, de films et d'expositions sur la guerre d'Algérie, ce qui s'accompagne de la reconnaissance de cette guerre dans la société française. Les premières archives militaires françaises s'est ouvert en 1992, ce qui a rendu les chercheurs et les historiens de démontrer les réalités cachées longtemps

⁴ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p. 117

⁵ *Ibid.*, p. 239

telles que la torture réalisée par l'armée française (les archives sont fermées certes en 2002). Puis, « un premier seuil est franchi »⁶ au moment du procès de Maurice Papon en 1998 (condamné pour la déportation d'enfants juifs, mais censé d'être responsable de la répression de octobre 1961 qui a tué des dizaines d'Algériens), suivi par la loi de juin 1999 qui reconnaît le terme de « guerre » pour les événements en Algérie entre 1954 et 1962. Les médias n'hésitent plus de traiter le sujet qui était « tabou » comme la torture. Derrière cette soudaine flambée de mémoire, il faut remarquer le rôle joué par « un nouveau groupe porteur de la mémoire de la guerre d'Algérie : les enfants issus de l'immigration algérienne en France »⁷. Le « retour » s'est réalisé grâce à la conjonction de plusieurs facteurs tels que « le passage des générations », « la fin d'un temps de latence » qui s'accompagne de l'apparition des sentiments de la honte et de la culpabilité, le « passage du témoignage à la critique historique », la guerre civile algérienne dans les années 1990 qui réveille les souvenirs, la fin de l'anti-communisme, et l'arrivée au pouvoir étatique de la « génération des djebels » (les anciens soldats d'Algérie, tels que Jacques Chirac)⁸.

b. La « guerre de mémoire » sur le passé colonial

Ce « retour » brusque de la guerre d'Algérie dans la société française n'a pas cependant contribué à établir le consensus sur le passé. Loin de cela, on peut remarquer les tendances opposées de différents acteurs sur

⁶ STORA B., « 1999-2003, guerre d'Algérie, les accélérations de la mémoire », in Harbi M. et STORA B. (dir.), *La Guerre d'Algérie 1954 - 2004 la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004, p.505

⁷ *ibid.* p.506

⁸ *ibid.* p.507, 508

l'interprétation de cette guerre : ceux qui veulent révéler les réalités historiques au moment de la colonisation, et ceux qui veulent laisser les choses secrètes, en disant que c'était la guerre, que la page est tournée, et qu'il ne faut pas se flageller. On peut même remarquer les tentatives de justification du passé colonial à partir de la fin des années 1990.

Cette « guerre de mémoire » de différents acteurs rend difficile le travail de vérité et de réconciliation même avec la montée de l'intérêt public sur la guerre d'Algérie. Bien que l'ancien Premier ministre Lionel Jospin ait apporté son soutien à un appel lancé par les intellectuels qui condamnaient la torture exercée durant la guerre d'Algérie, il a montré sa hésitation en refusant la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les tortures, qui avait été réclamée par le Parti communiste. En janvier 2002, quand la gauche a proposé à l'Assemblée nationale un projet de loi qui faisait du 19 mars - la date de signature des accords d'Évian - « une Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie », il a été réjeté par la majorité de la droite, ce qui relève que cette guerre reste encore « tabou » 40 ans après sa fin. Il faut remarquer la forte pression des cercles de « pieds-noirs » et de « harkis » derrière ce refus, pour qui la guerre n'a pas fini jusqu'au 5 juillet 1962, la date de l'indépendance de l'Algérie.

Lors de visite officiel de Jacques Chirac en Algérie du 2 au 4 mars 2003, cet ancien chef d'Etat a déclaré la nécessité de « nouvelle alliance » entre la France et l'Algérie qui « doit être nourrie par un passé commun de cent trente-deux ans, des intérêts économiques et politiques et surtout par des liens humains des deux côtés de la Méditerranée ». Il a également évoqué la « tragédie » de la guerre d'Algérie en disant que « ce passé, encore douloureux, nous ne devons ni l'oublier ni le renier ». On peut prendre cette visite comme une preuve d'un changement de climat car aucune grande

association de « pieds-noirs » ou de « harkis » n'a protesté, mais Chirac n'a pas ouvert véritablement la page de la mémoire de la guerre d'Algérie car il n'a rien évoqué à l'égard de la responsabilité française ni sur la colonisation, ni sur la torture par l'armée, à la différence du cas de Vichy. Ce déni de la responsabilité à l'égard du passé colonial continue ou encore s'intensifie avec le Président actuel de la République, Nicolas Sarkozy. Il a même affirmé sa volonté de « renvoyer les blessures dos à dos »⁹, lors de son déplacement à Alger en novembre 2006, en affirmant qu'« il y a eu des souffrances des deux côtés » : une logique semble peu convaincante, si on sait qu'il y a eu 400,000 morts au minimum au côté algérien contre 30,000 au côté français.

Au delà de ce « déni », il faut remarquer une tendance de justification du passé colonial : le traumatisme de ceux qui refusent de reconnaître la défaite française au passé se manifeste en se transformant en vieille forme du nationalisme. Au lendemain de visite de Jacques Chirac en Algérie du 2003, le 5 mars 2003, un groupe de députés de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) a déposé un projet de loi qui voulait consacrer « le rôle positif » de la colonisation française. L'article 4 de cette loi disposait que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». Ce projet de loi a été approuvé par la majorité des députés, y compris des gauches, ce qui a provoqué le grand débat dans la société française. La proposition de l'abrogation de l'article 4 par les gauches lors du passage de loi au Sénat a été refusé par la majorité. Avec la vive protestation des intellectuels, historiens, universitaires, et bien sur de l'Algérie et d'autres pays d'ancien colonie, le Président français a fini par abroger lui-même cet article un an après la

⁹ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.35

naissance de cette loi, ce qui a entraîné l'autre protestation d'autres partisans.

Cette tendance de justification du passé colonial ne se limite pas à la scène politique, mais se propage à partir de la fin des années 1990 parmi le public. Les livres ou les films qui soulignent l'image positive de la présence française à l'Algérie se multiplient. Le 25 mai 2006, à Toulon, environ 150 gens se sont rassemblés pour commémorer le départ de la flotte française vers l'Algérie, en rendant l'hommage à « la mission civilisatrice de la France »¹⁰. De plus, selon un sondage CSA en décembre 2005, 64 % des Français étaient favorables à ce que les « programmes scolaires reconnaissent le rôle positif de la colonisation française »¹¹. Cette tendance explique qu'il reste difficile pour les Français de regarder en face la défaite et la perte de l'empire. En soulignant la vieille idée de « mission civilisatrice », ils s'échappent de considérer ce que la colonisation signifiait réellement aux pays colonisés et la raison de leurs refus des Français. En effet, historiquement, l'anticolonialisme était toujours minoritaire dans la société française, limité aux anarchistes et aux communistes (après 1920). Tout de suite après l'indépendance de l'Algérie, l'histoire coloniale s'est effacée de la vie des Français. Aucune université française ne dispose pas de la section spécialisée à l'histoire de la colonisation. Ce sujet disparaît des récits scolaires dès la fin de l'empire coloniale. En ce sens, il faut remarquer le rôle important de l'Etat français, qui met de l'importance à une vision unitaire, dans la fabrication de l'« oubli » et l'insistance de la nostalgie nationaliste.

¹⁰ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.22

¹¹ *ibid.*, P.23

Il ne faut pas oublier que la montée au puissance du Front national (FN) à partir des années 1980 a beaucoup influencé sur la confrontation mémoriale sur la guerre d'Algérie. Le FN fait ressurgir « un vieux nationalisme français datant du XIX^e siècle », en « instrumentalisant la souffrance et la nostalgie des pieds-noirs »¹². Avec la pression des cercles de « pieds-noirs » ou de « harkis », un grand nombre des partisans de l'UMP se rallient à cette tendance nationaliste : ce sont eux qui ont déposé la loi du 23 février 2005. D'autre part, même parmi les gauches, le débat autour du passé colonial se divise. Les socialistes se sentent la malaise pour regarder en face le fait que c'était le gouvernement de Guy Mollet, socialiste, qui a remis les « pouvoirs spéciaux » à l'armée en 1956.

L'interprétation sur la guerre d'Algérie demeure ainsi un lieu de confrontation entre différents acteurs à la fois au niveau politique et social. En plus de cette « guerre de mémoire » et l'insuffisance de la volonté gouvernementale de reconnaître la passé, l'attitude française en matière de l'aide suffirait de douter de la détermination sincère de Paris de réaliser la réconciliation : la France a choisit de se montrer comme un pays « généreux » qui protège son ancien « champs » par la conservation des liens privilégiés et les discours tiers-mondistes, plutôt que viser à établir les nouvelles relations basées sur l'égalité par l'intermédiaire de l'aide.

¹² STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.20, 21

2) Le côté algérien : le passé détourné par les autorités politiques

Au contraire à l'« effacement volontaire »¹³ en France, en Algérie, la guerre d'indépendance a été longtemps mythifiée, et utilisée par le gouvernement comme le symbole de la convergence nationale, et le moyen pour maintenir la légitimité du régime de parti unique. Cependant, cette « Histoire manipulée » servait de cacher les réalités historiques, et empêchait longtemps le pays de sortir de la « culture de guerre ».

a. La mythification de la « guerre de libération »

Il est évident que le mouvement du nationalisme algérien ne s'est pas apparu, tout à coup, au 1^{er} novembre 1954, la date officielle du déclenchement de la guerre d'indépendance en Algérie, et le jour de la « naissance » du Front de libération nationale (FLN). De même, c'est tort de croire que tous les Algériens se sont unis pour lutter contre la France coloniale et ont établi, la main dans la main, un nouveau Etat indépendant. En effet, il n'est pas possible de parler véritablement de l'histoire de la naissance de l'Etat Algérien sans comprendre l'existence et la confrontation des différents acteurs, ainsi que les batailles violentes algéro-algériennes, notamment « la guerre civile » entre le FLN et le Mouvement national algérien (MNA) et le massacre en masse des « harkis ». Même après la déclaration de l'indépendance, ce nouveau Etat a connu une lutte acharnée autour du pouvoir politique de divers groupes pendant plusieurs années, et beaucoup de personnages importants sont apparus et disparus l'un à l'autre dans l'ambiance politique extrêmement tendue. La guerre d'Algérie n'est

¹³ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p.188

pas simplement une guerre entre les colonisateurs et les colonisés, mais également le combat franco-français ainsi que algéro-algériens à la poursuite de l'intérêt politique et économique. Ces réalités historiques vont être effacées par la volonté du gouvernement militaire du FLN, celui de Houari Boumediene et de Chadli Bendjedid, jusqu'à la fin du système de parti unique par la révision constitutionnelle en 1989. Mythifiée comme le vecteur de convergence nationale et le moyen de légitimation politique du FLN, « la guerre de libération » va s'imposer sous une forme détournée au peuple algérien.

Au jour de l'indépendance, l'Algérie était déjà bien déchirée, entre le FLN et le MNA, ou encore à l'intérieur du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Il faut remonter l'histoire du nationalisme algérien pour comprendre ce déchirement.

Originellement, le mouvement national algérien est né à l'extérieur de l'Algérie : à Paris. Le premier organisme, l'Étoile nord-africaine (ENA) a été créé en 1926 visant l'indépendance de l'Algérie, qui donnera naissance au Parti du peuple algérien (PPA) en 1937, puis au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) en 1946. Les pionniers étaient donc les immigrés algériens en France, y compris le « père » du nationalisme algérien, Messali Hadj. De l'autre côté de ces radicaux, un autre courant, les « réformistes » qui visait le « nationalisme pluriel » par la voie de l'assimilation et l'association, s'est développé en Algérie pendant les années de l'entre-deux-guerres, essentiellement par les jeunes algériens, y compris une autre figure important, Ferhat Abbas. Il existait également le courant islamiste (les « oulémas ») et le Parti communiste algérien (PCA). Au début, ces différents courants s'entendaient assez bien avec la culture et les idéologies communes. Cependant, après la Seconde guerre mondiale, la situation a changé. La reconstruction de la structure désorganisée par la

guerre et la perturbation économique et sociale va radicaliser le mouvement. Messali Hadj a fondu le MTLN, tandis que Ferhat Abbas a créé la Union démocratique du manifeste algérien (UDMA). Le MTLN a emporté les élections municipales d'octobre 1947 en Algérie et a créé une organisation militaire secrète pour préparer l'insurrection armée : l'Organisation spéciale (OS), dirigée par Ahmed Ben Bella. Cependant, avec le développement de l'organisme, le MTLN va connaître les crises internes. La dissolution de l'OS après l'arrestation de ses principaux dirigeants par la police française va accélérer la division des militants : les « messalistes » autour de Messali Hadj, les « centralistes » composés des membres du comité central, et les « activistes » qui visent à unir le parti par l'engagement dans la lutte armée.

Après la dissolution du MTLN par le Conseil des ministres, les fondateurs du FLN, les acteurs de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, ont choisi de masquer l'existence de ces premiers organismes et les combats antérieurs, en se plaçant comme le début de vrai nationalisme algérien. Cependant, contrairement à une Histoire mythique répandue par le gouvernement algérien, le 1^{er} novembre 1954 ne signifie pas la naissance d'un seul organisme unifié du mouvement nationaliste. Il a fallu deux ans, jusqu'au congrès de la Soumman du 20 août 1956, pour que le FLN soit bien structuré et placé comme l'interlocuteur du peuple algérien en réussissant d'intégrer les autres courants, à l'exception du MNA, fondu par Messali Hadj en décembre 1954. La bataille entre les deux côtés pour obtenir la place de la seule organisation représentative était bien sévère. Depuis 1955, les responsables du FLN tels que Mohammed Boudiaf essayaient de « liquider » physiquement les principales figures du MNA. En figurant les messalistes

comme « traîtres » et « l'ennemi numéro un »¹⁴, les membres du FLN justifiaient cette guerre algéro-algérienne. Ces combats se déroulaient même à l'autre côté de la Méditerranée, dans les principales villes françaises, ce qui a produit une considérable perte : dans les années 1956-1957, « 1 musulman sur 80 vivant en France a été victime du terrorisme »¹⁵, et le nombre des victimes d'attentats entre Algériens du 1^{er} janvier 1956 au 31 décembre 1961 pour la seule année 1957 atteint 11.567 (3.889 tués et 7.678 blessés)¹⁶.

Après avoir réussi d'obtenir la place de « parti-nation » au Congrès de la Soumman, le FLN s'efforçait de fabriquer l'image de l'unité nationale et le mythe de la « Révolution », en faisant du 1^{er} novembre le début du nationalisme algérien. Après l'éviction du « père » fondateur, Messaku Hadj, les responsables du FLN ont réussi de mettre à l'écart d'un autre « père », Ferhat Abbas, le premier président du GPRA fondé en septembre 1958, en raison de son attachement aux valeurs françaises. Le GPRA, constituée des membres du FLN et l'Armée nationale algérienne (ALN) sous la direction du Houari Boumedienne, avait certainement la place de représentant des Algériens à l'époque, à la fois dans la négociation avec le gouvernement français et à l'égard de la communauté internationale. Mais sous l'image de cette union sacrée et d'un peuple unanime, il existaient également les Algériens qui étaient à côté des Français : les « harkis » et d'autres musulmans pro-français. Ils étaient figurés comme « les traîtres à battre »

¹⁴ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p.142-143

¹⁵ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p.143

¹⁶ *ibid.*, p.144

qui empêchaient la voie de la « Révolution ». Il ne faut pas oublier également que la question berbères était largement occultée sous le régime FLN - ALN qui tenait à l'unité nationale et ainsi ne pouvait pas reconnaître le régionalisme.

Après le discours du général de Gaulle du 16 septembre 1959 qui reconnaissait le droit des Algériens à l'autodétermination, la guerre est passée à une phase finale, la solution politique et non militaire. La possibilité du pouvoir provoque la violence interne au sein du FLN, les militaires contre les politiques. L'État-major général (EMG) de l'ALN dirigé par Houari Boumediene se trouvait à l'extérieur de l'Algérie avec l'armée des frontières en Maroc et en Tunisie et s'opposait au GPRA sous Benyoucef Benkhedda. La crise s'est éclatée au congrès de Tripoli, du 27 mai au 7 juin 1962. Une tendance autour de Ben Bella s'est également opposée au GPRA, et s'est déplacée à l'étranger. A la guerre contre le pouvoir colonial, a succédé ainsi la guerre entre fractions du FLN.

Les premiers jours après l'indépendance étaient ainsi dans une situation très tendue. Avec ces circonstances, la terrible tuerie et disparitions à Oran s'est produite, le 4 juillet 1962. De nombreux « pieds-noirs » et « harkis » ont été exécutés et enlevés. Le chiffre des morts et des disparus varie de 80 à 2.000 selon les statistiques¹⁷. Le fait de massacre des « harkis » en Algérie après l'indépendance reste encore occulté aujourd'hui. Le nombre des victimes varie selon les sources de 10.000 à 150.000¹⁸. L'élimination violente des « messalistes » continuait également à la fois en Algérie et à l'étranger. En plus de toutes ces violences, la lutte pour le pouvoir continuait. En juillet

¹⁷ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p.323

¹⁸ *ibid.*, p.201

1962, Ben Bella a annoncé la formation d'un « Bureau politique » contre le GPRA et a occupé Constantine et remplacé le pouvoir au 6 août en s'installant à Alger après de terribles batailles. En septembre, l'Armée nationale populaire (ANP) commandée par Houari Boumediene a fait son entrée à Alger. Peu après, Mohamed Boudiaf, « chef historique du FLN », a créé le Parti de la révolution sociale (PRS) pour contester le régime de Ben Bella. La lutte politique va continuer sans cesse, avec de nombreuses arrestations et assassinats des acteurs principaux, jusqu'au 19 juin 1965, où l'armée dirigée par Houari Boumediene a pris le pouvoir par le coup d'Etat et a déclaré assumer tous les pouvoirs.

Cette longue histoire du mouvement nationaliste et de la guerre algéro-algérienne dans la guerre d'Algérie s'est rapidement effacée sous le régime militaire du parti unique. Au sein de pleine modernisation du monde et de la société algérienne, le gouvernement devait unifier le peuple algérien pour sortir du passé colonial pour faire avancer le nouveau Etat, tout en gardant la légitimité du pouvoir politique du régime militaire et totalitaire. Pour cet objectif, les autorités du FLN ont choisi d'utiliser la « guerre de libération » comme la convergence nationale et la justification de leur existence, ce qui nécessitait de la mythifier en éliminant les facteurs défavorables pour l'unité de la nation, une partie des personnages et réalités historiques. Ce n'est qu'à partir des années 1990, avec le retour du multipartisme et la montée au pouvoir du Front islamique de salut (FIS) qu'on commence à se méfier de ce mythe historique.

b. L'écriture de l'histoire comme l'Histoire officielle

L'histoire était ainsi avant tout un moyen efficace pour avoir la légitimation du pouvoir pour le régime militaire. L'existence même du FLN était la mémoire commune et triomphante de l'indépendance. Avec cette

présence militaire comme le pouvoir absolu, une sorte de la « culture militaire »¹⁹ s'est émergée dans la société algérienne. C'est une culture où « l'on peut discerner une trinité d'idées forces : la communauté, la justice sociale, la nation »²⁰ : une culture communautaire qui promet l'union et l'harmonie (car c'était l'armée qui a permis de finir des années de division interne), une culture de la justice et sociale qui combat l'inégalité, et une culture de la nation qui incarne le patriotisme. Pour marcher cette « culture militaire » et pour masquer l'illégitimité originale de leur régime, les militants algériens devaient refaire l'histoire algérienne en fabriquant l'« oubli » des réalités historiques. Voilà la raison pour laquelle le gouvernement va monopoliser l'écriture de l'histoire.

L'écriture de l'Histoire officielle a commencé par « nationaliser » l'enseignement de l'histoire par l'arabisation. En monopolisant les commerces extérieurs, le gouvernement contrôlait les bibliothèques et les librairies. Puis, en 1974, le Centre national d'études historiques (CNEH) a été créé, qui limitait les recherches historiques par son autorisation. Toutes les histoires sur l'évolution du mouvement nationaliste avant le 1^{er} novembre 1954 et sur les conflits internes avant 1965 sont devenues les « tabous ». Les personnages historiques telles que Messali Hadj, Ferhat Abbas, Ahmed Ben Bella et Mohamed Boudiaf sont exclus de l'Histoire officielle. Tout a « commencé » avec le 1^{er} novembre 1954, ce qui importe est la victoire glorieuse des Algériens d'avoir obtenu l'indépendance par les colons français, et non pas le passé douloureux du déchirement intérieur, ni l'examen des événements violents. Les manuels scolaires étaient des outils essentiels

¹⁹ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p.227

²⁰ *ibid.*, p.227

pour cette mythification et la manipulation du passé. Dans les manuels, les Français ne sont mentionnés que sous les mots « colons » ou « militaires », avec l'image répressive. L'ancienneté de la communauté juive ou berbère en Algérie n'est pas du tout mentionnée. Concernant les « harkis », ils sont présentés comme « des groupes de personnes ont préféré se vendre à l'ennemi et combattre leurs propres frères, responsables des pires répressions contre les civils algériens.... »²¹ Dans cette ambiance, la production de récits sur la « Révolution » glorieuse, qui mythifie les « héros » contre les « traîtres » et les « oppresseurs » a été encouragée. Sous la monopolisation de l'écriture de l'histoire par l'Etat, la commémoration de la « Révolution » atteignait paradoxalement son apogée. Il ne faut pas certes oublier qu'une poignée des historiens algériens ont tenté, sous les conditions difficiles, d'attaquer aux « légendes » de l'histoire héroïque, entre autres Mohammed Harbi, Charles-Robert Ageron, et Mahfoud Kaddache²².

En même temps que l'« effacement et mythification du passé », le régime de Boumediene se consacrait également à faire renaître la culture algérienne du monde arabe que avait été « tuée » par les colonisateurs français, et à rompre avec les héritages culturels de l'époque coloniale. C'est la « décolonisation culturelle », d'effacer 132 ans de présence française de la société algérienne. La méfiance s'accroissait à l'égard des élites et les intellectuels formés dans les écoles coloniales. L'arabisation comme combat contre la perpétuation de la langue française vont s'accélérer. Avec cette politique officielle algérienne, il est naturel que l'aide au développement

²¹ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.59

²² STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p.246

français à l'Algérie qui mettait de l'importance dans le secteur d'éducation pour le maintien de la langue et des valeurs françaises n'a que peu de résultat pour l'entente franco-algérienne.

Sous cette nationalisation de l'histoire et l'imposition de l'arabo-islamisme, les figures minoritaires, surtout les berbères, s'obligeait de s'effacer davantage dans la société algérienne. Dans la Charte nationale de 1976, il est écrit que « l'usage généralisé de la langue arabe et sa maîtrise en tant qu'instrument fonctionnel créateur sont une des tâches primordiales de la société algérienne », sans aucune référence à la langue et à la culture berbères ²³. Le « printemps berbère » qui commence en avril 1980, l'apparition du pluralisme culturel, va secouer la société algérienne gérée par le principe de l'unanimisme, et va produire un premier contre-discours public de ce dernier.

A partir des années 1990, l'Etat algérien va perdre progressivement le contrôle du monopole d'écriture de l'histoire, avec la fin du système de parti unique et sur le passage d'une « culture militaire » à la guerre ouverte. Dans un article du quotidien algérien *El Watan* du 5 juillet 1992, l'éditorialiste écrivait « Trente ans, l'âge adulte, celui de la maturité. L'Algérie l'a atteint aujourd'hui. C'est pourquoi elle a le droit de savoir ce qui s'est passé pendant la longue période coloniale et durant les sept années terribles de la guerre de libération nationale. »²⁴. Les figures historiques longtemps mises au secret sont revenus dans l'espace public. L'aéroport de Tlemcen porte désormais le nom de Messali Hadj. On commence à s'interroger sur les « tabous » comme les combats internes au moment de l'indépendance et les tragédies de

²³ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p.236

²⁴ BOUMÉDIÈNE A., « Trente ans d'amnésie », *El Watan*, dimanche 5 juillet 1992

massacre des messalistes. On peut remarquer un changement majeur dans les manuels scolaires, sur le sujet berbère ou les figures principales du nationalisme algérien. L'écriture ou réécriture de l'histoire ne fait que commencer en Algérie.

Cette « démocratisation » de l'histoire connaît certes une limite. Surtout concernant le sujet comme le massacre, la torture, et la disparition, le travail de vérité reste toujours difficile. Par exemple, le colloque sur Messali Hadj qui était prévu pour les 16 et 17 octobre 2000, puis les 11 et 12 mars 2001, n'aura jamais lieu, à cause du refus du bureau de l'Organisation nationale des anciens moudjahidines (ONM)²⁵.

Bien que la mémoire de la guerre d'Algérie resurgisse dans la société française et algérienne à partir des années 1990, les deux pays se trouvent ainsi si loin de partager une histoire commune. Pour qu'ils réalisent la réconciliation et puissent franchir un pas vers la nouvelle relation bilatérale basée sur la solidarité, la reconnaissance et le règlement du passé colonial au niveau politique est inévitable. Sans cela, l'aide française à l'Algérie n'apporterait pas le vrai fruit.

II La « guerre » continue - l'influence des guerres civiles algériennes et de l'« Islam » sur l'entente franco-algérienne -

L'obstacles politiques à l'aide française à l'Algérie ne se limitent pas au passé colonial. Il faut également remarquer les effets des guerres civiles

²⁵ STORA B., « 1999-2003, guerre d'Algérie, les accélérations de la mémoire », in Harbi M. et STORA B. (dir.), *La Guerre d'Algérie 1954 - 2004 la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004, p.510

algériennes - les combats algéro-algériens durant la guerre d'Algérie et la guerre civile obscure dans les années 1990 -, et de la montée au puissance de l'« Islam » sur les relations franco-algériennes. La guerre d'Algérie, en un sens, n'est pas « fini » pour tout le monde : une sorte de « guerre » continue toujours, sous forme de guerre civile algérienne, de « guerre de mémoire » franco-française, et de combat entre l'« Islam » et la « République ». A cause de cette hostilité réciproque, l'échange humaine nourrie par l'aide, qui est en général un facteur positif pour la relation bilatérale, empêche ironiquement l'entente franco-algérienne.

1) Le côté français : la « guerre » continue contre les « ennemis » du modèle républicain

On peut comprendre la « guerre de mémoire » en France, c'est à dire la situation où le consensus n'est pas encore établi sur les mémoires coloniales, comme révélateur d'une crise du modèle républicain français, basé sur l'égalitarisme, la laïcité et l'assimilation, qui va contre le particularisme et le multiculturalisme. Mais il faut bien payer de l'attention pour ne pas prendre cette « guerre de mémoire » dans une conjoncture dangereuse, comme certains politiques et les intellectuels réclamant que « les interprétations différentes du passé colonial portent atteinte à la cohésion nationale, et toute revendication de lectures différentes du passé est porteuse de désordre politique »²⁶. Il existe également un risque d'enfermement communautaire et de « ghettos identitaires »²⁷ pour les porteurs de mémoires douloureuses. En plus du

²⁶ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.45

²⁷ *Ibid.*, p.71

traumatisme persistant pour la perte de l'empire française, la violence des guerres civiles algériennes et la peur grandissante vis à vis des figures de l'« Islam » rend difficile le passage de la guerre d'Algérie dans l'Histoire commune, voire la réconciliation franco-algérienne.

a. La stigmatisation accélérée par les guerres civiles algériennes

Bernard Alidières souligne dans son article « La guerre d'Algérie en France métropolitaine : souvenirs « oubliés » »²⁸, l'influence considérable de affrontement sanglant FLN-MNA dans les villes françaises de 1955 à 1962 et de violences vis à vis des « harkis » au moins jusqu'à 1964, sur l'aggravation de l'image des Algériens, voire sur la représentation négative des « Arabes » en France. En effet, dans quelques communes, les violences sanglantes entre les immigrés algériens, les attentats et les meurtres se passaient quotidiennement dans les lieux publics, comme le montre bien les témoignages dans le film documentaire sur la période de la guerre d'Algérie à Tourcoing : « Des gens ont été tués, jetés dans le canal. Certains ont été tués dans les cafés. D'autres en pleine rue. »²⁹. Ces mémoires de violence dans les lieux communs se sont gravées profondément dans les cœurs de non seulement des ressortissants algériens mais aussi des Français vivaient dans ces quartiers. Et c'est la guerre civile algérienne dans les années 1990 qui a brusquement fait resurgir ces mémoires traumatiques, et a contribué à accélérer le racisme et la stigmatisation contre les immigrés algériens et leurs enfants, à faire émerger la lecture narcissique du passé colonial avec

²⁸ ALIDIÈRES B., « La guerre d'Algérie en France métropolitaine : souvenirs « oubliés » », *Hérodote*, 120, 1^{er} trimestre 2006, p.149 - 176

²⁹ HABCHI L. et PRIN B., *Les Jardiniers de la rue des Martyrs*, diffusé sur Arte le 10 février 2003

la montée au puissance du « nationalisme » de l'extrême-droite, en fabriquant l'image des « Arabes » et de l'« Islam » violente, vindicatif et impitoyable. Beaucoup d'historiens de l'immigration en France soulignent que l'attitude xénophobes vis à vis des immigrants existait depuis toujours, en provoquant souvent les tragédies telles que les émeutes contre les Italiens à Aigues-Mortes en 1893 , et qu'il faut toujours du temps, deux ou trois générations, pour que l'intégration se réalise³⁰. Cependant, dans le cas des immigrants algériens, il faudrait prendre en compte le poids historique des années algériennes

Bernard Alidières démontre dans le même article la « corrélation spatiale assez étroite entre les zones de force du FN et les lieux des affrontements FLN / MNA / police » ³¹ , en expliquant que dans le Nord-Pas-de-Calais, une des principales régions d'immigration algérienne qui a subi l'influence directe des combats entre les Algériens (au moins 835 attentats, 628 tués et 623 blessés de 1956 à 1962), les trois zones où le peuple s'informait mieux de ces événements violents connaissent le plus grand succès du FLN. Il souligne également que ces lieux de mémoire des « années algériennes » deviennent les « lieux d'insécurité » dans les années 1980, connaissant une brusque montée de la « petite » délinquance telle que l'occupation des lieux publics par les jeunes, de violences urbaines, d'affrontement aux forces de police, souvent commise par de jeunes d'origine maghrébine, et que cette montée de l'insécurité a réactivé les souvenirs des « attentats entre Nord-Africains » et renforcé la stigmatisation de tout

³⁰ MILZA P., « Un siècle d'immigration étrangère en France », *Vingtième Siècle*, n.7, juillet-septembre 1985, p.3-17

³¹ ALIDIÈRES B., « La guerre d'Algérie en France métropolitaine : souvenirs « oubliés » », *Hérodote*, 120, 1^{er} trimestre 2006, p.149-176, p.159

Maghrébin comme « terroriste » ou « tueur » potentiel. Il conclue ainsi que « la mémoire populaire (plus ou moins enfouie) de la « terreur nord-africaine » se serait réactivée avec la brusque montée de la « petite » délinquance de certains « jeunes issus de l'immigration », favorisant ainsi l'émergence d'un vote FN très inégalement réparti sur le territoire »³². Même si les tendances racistes ne peuvent pas s'expliquer par cette seule corrélation et qu'il faut également prendre en compte les difficultés économiques et l'impacte de la concentration des immigrants dans ces régions assez « pauvres » ainsi que le « déni » persistant des réalités de l'époque coloniale, ce poids des mémoires de la violence durant les années algériennes influence certainement à la fabrication de l'image négative des Algériens en France.

Concernant la tendance de justification de la colonisation française, il faut remarquer l'influence de l'autre guerre civile algérienne dans les années 1990. Les informations en provenance d'Algérie des affrontements sangulants entre les islamistes et le gouvernement ont nourri l'image de la société algérienne toujours plongée dans la violence, et se sont traduites par la mythification de l'époque de l'Algérie française. L'obscurité de cette guerre - l'absence des informations précises et des images, l'exclusion complète des journalistes étrangers, et l'ambiguïté de l'attitude de la communauté internationale à l'égard de la guerre - accélère le stéréotype des « Arabes » et de l'« Islam » d'être « barbare » et « peu respectueux de la démocratie ». Il est dangereux que cette guerre civile algérienne puisse transformer la « colonisation positive » en une logique que « la décolonisation n'était pas

³² ALIDIÈRES B., « La guerre d'Algérie en France métropolitaine : souvenirs « oubliés » », *Hérodote*, 120, 1^{er} trimestre 2006, p.149-176, p.164

nécessaire ». Les critiques vis à vis des violences algériennes s'apparaissent souvent comme les nostalgiques de l'époque coloniale française, tel que « Ils s'entretuent entre eux. C'est bien normal, nous sommes partis ! »³³.

b. L'« islamisation » de la question migratoire dans la société française

En plus de l'image négative des Algériens à cause de leurs guerres civiles, il faut remarquer, plus généralement, une tendance de l'« islamisation » des questions sociales, notamment la question de l'immigration, dans la société française.

La fin de la guerre d'Algérie s'accompagne de l'exode des « pieds-noirs » en France, dont le nombre officiel atteint 1.400.000³⁴, et l'arrivée occultée de nombreux « harkis », estimé d'être des dizaines de milliers³⁵. En plus de ces porteurs de mémoires de la guerre, la vague d'immigration provenant de l'Algérie continue presque sans cesse jusqu'à aujourd'hui. La France compte aujourd'hui 7 à 8 millions de personnes issues des anciennes colonies, dont la plupart sont de l'origine maghrébine, notamment algérien³⁶. Tout de suite après la fin de la guerre d'Algérie, la question de l'immigration devient un des soucis principaux des Français. Et derrière ce thème, se dissimulait toujours la figure des « Arabes », et plus précisément des « Algériens ». Le

³³ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.24

³⁴ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p. 256

³⁵ *ibid.*(1998), p. 261

³⁶ *ibid.* (2007), p.11

problème de l'immigration se discutait essentiellement avec la compatibilité avec le modèle républicain, la difficulté de l'assimilation de ces « Arabes » notamment à cause de sa religion musulmane : c'est la résurgence des questions soulevées dans l'époque coloniale. La France a ainsi « progressivement glissé, entre 1982 et 1991, de « l'immigré » au « musulman », par emprunt au vocabulaire colonial »³⁷. Cette vision de « l'immigré = musulman = facteur dangereux pour le modèle républicain » se renforce aujourd'hui, notamment après la polémique autour de « foulard islamique à l'école » et avec l'apparition des revendications historiques sur la guerre d'Algérie par les jeunes issus du Maghreb. En plus, au fur et à mesure de la montée en puissance de l'« Islam » non pas seulement en Algérie mais dans le monde entier, cette figure de l'« Arabe » et du « musulman » va être remplacée par le seul vocabulaire « Islam » : l'« islamisation » de la question migratoire en France.

C'est le Front National de Le Pen, qui a propagé ce stéréotype de l'« Islam » comme l'« ennemi de la République ». En présentant l'« Islam » dans sa version intégriste, l'extrême droite instrumentalise le souci des Français vis à vis de la question de l'immigration et leur traumatisme dans la défaite de la guerre coloniale pour effectuer sa « revanche » sur les « anciens colonisés ». Pour le FN, la guerre d'Algérie n'est jamais finie. Elle continue à travers le combat contre l'« Islam » dangereux. Il justifie ses discours racistes par démontrer l'image de la France et son modèle républicain menacé par les « envahisseur », les immigrés maghrébins et

³⁷ STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.), p. 287

leurs enfants « inassimilables » par la société française : le FN incarne ainsi « une disposition historique à défendre l'Occident blanc et chrétien »³⁸.

Il faut souligner que cette vision dualiste de l'« Islam » contre la « République » ne se limite pas à l'extrême-droite, mais se voit assez fréquemment chez les intellectuels français. Benjamin Stora fait remarquer que beaucoup d'intellectuels français montrent leur « peur face à l'arrivée de nouvelles histoires non européennes », et les critique de « ne plus être dans la société réelle » et de prendre le monde arabe « comme un monde homogène, cohérent, hostile » en refusant à voir l'hétérogénéité de cet univers³⁹. Cette tendance s'accélère par l'impacte de la concepte du « choc des civilisations », et encore par l'attentat du 11 septembre 2001. Les élites intellectuels sont maintenant « obligés » à choisir un camps, soit le côté de la République (mythifiée dans l'image de l'unité et l'homogénéité), soit le côté de l'« Islam » et les anciens colonisés.

Cette fabrication de l'image de l'« Islam » comme une figure des « autres », voire de l'ennemi du modèle républicain, aggrave la discrimination contre les immigrés, dont les jeunes issus de l'immigration maghrébine, notamment algérienne, sont les premiers victimes. Selon le rapport 2006 de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations (Halde), un candidat d'aspect nord-africain a dix fois moins de chances d'obtenir un logement qu'un candidat normal⁴⁰. Une étude menée par *Migration étude* en 2004 montre que même avec le diplôme de l'enseignement supérieur, les

³⁸ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.51

³⁹ *Ibid.*, p.48

⁴⁰ *Ibid.*, p.11

jeunes originaires des pays du Maghreb ont beaucoup plus de difficulté que les étudiants français dans la recherche et le statut du premier emploi. Ces discriminations contre les enfants de l'immigrés, surtout algériens, rendent encore difficile leur intégration à la société française, l'entente réciproque, voire le travail de réconciliation historique et politique, avec un cercle vicieux : la montée de la frustration et l'hostilité envers la société xénophobe se traduit par la multiplication et la radicalisation de leur revendications, ce qui accélère de plus la stigmatisation. Cette situation est d'autant plus sérieuse que ces enfants, qu'on ne considère pas encore comme des Français à part entière, sont déjà la quatrième génération pour l'immigration maghrébine.

Concernant des revendications historiques par les enfants des porteurs des mémoires de la guerre d'Algérie, Benjamin Stora signale un risque de « l'enfermement communautaire »⁴¹. Des revendications mémorielles sont certainement nécessaires pour avancer le travail de vérité, mais « rester dans la posture de victime amène, au contraire, à se réfugier dans ses blessures et dans sa communauté »⁴². Il critique ainsi l'appel des « indigènes de la République » en janvier 2005, qui affirmait que « la France reste un État colonial » et que « la République de l'égalité est un mythe et qu'il est temps que la France interroge ses Lumières », d'avoir ignoré l'existence de deux France (qui émancipe et qui opprime), et surtout d'avoir choisi de s'isoler dans une position identitaire au lieu de rassembler politiquement autour de leurs revendications. Le modèle républicain français face certainement à la crise, avec la mondialisation culturelle, politique et

⁴¹ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.65-70

⁴² *ibid.*, p.66

économique. Il faudrait cependant garder l'essence de ce modèle : l'égalitarisme et la laïcité. Pour sortir de la fabrication de l'hostilité réciproque entre les jeunes issus des pays d'ancienne colonie et la République, il serait nécessaire, comme Benjamin Stora souligne, d'inventer « un multiculturalisme à la française où s'épanouissent les droits individuels et collectifs »⁴³ en adaptant « ce modèle aux croyances et aux pratiques nouvelles qui veulent exister dans l'espace privé, du fait notamment de l'immigration post-coloniale »⁴⁴.

2) Le côté algérien : la société toujours plongée dans la violence

Tandis que la stigmatisation et l'hostilité vis à vis de la figure de l'« Islam » présenté comme intégriste rend difficile l'entente franco-algérienne en Métropole, à l'autre côté de la Méditerranée, la société algérienne connaît la difficulté de sortir d'un cercle de la violence. Les mémoires de la « guerre de libération » l'ont apporté une « culture de guerre », la conviction que « seule la violence permettait d'obtenir une revendication ; ou, au contraire, de maintenir des positions acquises »⁴⁵. Dans la répétition des violence et l'opacité de l'avenir national, les jeunes algériens, à la recherche de leur identité, se sont progressivement attirés par les discours islamistes qui soulignent la nécessité de la « décolonisation », l'hostilité vis à vis des héritages de l'époque coloniale française.

⁴³ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.54

⁴⁴ *ibid.*, p.46

⁴⁵ STORA B., « 1999-2003, guerre d'Algérie, les accélérations de la mémoire », in Harbi M. et STORA B. (dir.), *La Guerre d'Algérie 1954 - 2004 la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004, p.502

a. La « guerre invisible » des années 1990

La guerre civile obscure en Algérie des années 1990 a produit au moins 10.000 morts ⁴⁶. Cependant, cette véritable guerre ouverte entre les Algériens est marquée par l'extrême invisibilité, la sensation de « vide » de représentation et d'image. Coupés arbitrairement du monde extérieur durant cette décennie, les civils algériens avaient eux-même une confusion pour identifier ces combats se réalisant en face. Comment expliquer, alors, cette « guerre invisible » et ce qu'elle a produit ?

L'invisibilité de cette guerre s'apparaît déjà avec son identification. On ne pourrait pas la traiter comme une simple « lutte antiterroriste » et des « évènements terribles » comme le pouvoir algérien à l'époque soulignait, avec l'assassinat de nombreux personnages principaux, y compris un chef d'Etat Mohamed Boudiaf, et plus de 10.000 morts dont la plupart sont les civils. On ne pourrait pas non plus la prendre comme une guerre classique entre une armée régulière au pouvoir et une armée de macquisards unifiée, car l'Armée islamique du salut (AIS) ne sont jamais parvenus à organiser suffisamment les islamistes, avec l'existence de plusieurs groupes rivaux tels que les Groupes islamiques armés (GIA), le Mouvement de l'Etat islamique (MEI), et le Front islamique du Djihad armé (FIDA). Ce n'est non plus une simple « course de pouvoir » entre différents clans, ou « guerre de civilisation » entre les religions différentes. En fait, cette guerre « a construit, au travers de séquences dramatiques, le dévoilement de vérités

⁴⁶ Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme, Human Rights Watch, Reporters sans frontières, in Algérie, le livre noir, Paris, La Découverte, 1997

successive »⁴⁷ : non pas seulement des luttes de pouvoirs et des enjeux économiques, mais aussi la « longue histoire d'une tradition de violence à l'œuvre dans une société longuement colonisée et dans la construction de la nation algérienne séparée de la France » derrière une violence cruelle et incompréhensible.

Il est aussi difficile de préciser le commencement du conflit : « la guerre est arrivée en Algérie sans vraiment s'annoncer »⁴⁸. Il existe plusieurs tournant de violence, et la situation de la « guerre » s'apparaît progressivement dans la société. Premier tournant est 1988, l'année des émeutes suivies par l'effondrement du FLN et du système du parti unique. Deuxième tournant est 1999 : une grève générale appelée par le Front islamique du salut (FIS) en mai, l'installation de l'état de siège en juin après des affrontements meurtriers, et la large victoire du FIS aux élections législatives qui a choqué la scène internationale. Troisième tournant est 1992 : l'interruption du processus électoral au 11 janvier qui s'est traduite par le long drame et surtout l'assassinat d'un symbole de légitimité historique du pouvoir, Mahamed Boudiaf, au 29 juin. Le véritable chaos politique a commencé, suivi par longue période des violences cruelles.

Ce qui fait déterminant l'invisibilité de cette guerre est la mise à l'écart de la société algérienne de la vision du monde. A partir de 1993, avec l'aggravation de la situation et la multiplication des assassinats perpétrés par les nouveaux mouvements islamistes (GIA, MEI, FIDA), les étrangers ont commencé à partir en masse. En 1994, les violences par les islamistes se

⁴⁷ STORA B., *La guerre invisible – Algérie, années 90*, presses de Sciences Po, Paris, 2001, p.13

⁴⁸ *ibid.*, p.15

radicalisaient, surtout en forme de l'assassinat des intellectuels et artistes, tandis que les opérations gouvernementales contre les maquis s'intensifiaient. Le GIA a également multiplié les attentats contre les étrangers, y compris l'assassinat de 5 fonctionnaires français. Après la France, les pays occidentaux ont fermé leurs ambassades l'un à l'autre. L'Etat algérien a décidé, lui aussi, de fermer ses frontières. Les grandes agences de presse étrangères et les grandes compagnies aériennes ont quitté l'Algérie. La société algérienne se trouvait ainsi complètement coupée du monde.

L'autre facteur principal qui rend invisible la guerre civile algérienne est la paralysie des médias. Une série de lois et de décrets interdisaient le regard extérieur et obligeaient les journalistes algériens de garder le silence ou de recourir à l'autocensure. De janvier 1992 à janvier 1997, 58 mesures de censure ont été prises⁴⁹. En plus, les journalistes étaient « recommandés » par le gouvernement de « faire entrer dans le réflexe collectif le rejet du terrorisme » et de « médiatiser les atrocités commises par les régimes islamistes »⁵⁰. Avec cette instrumentalisation des médias par le gouvernement, beaucoup de journalistes ont choisi la voie d'autocensure. Ils faisaient face également au risque de leur vie, avec les meurtres de journalistes perpétrés par les islamistes.

Benjamin Stora souligne que l'extrême violence des violences cruelles (telles que les massacres de villageois y compris les femmes et les enfants) peut s'expliquer en partie par l'effacement de la histoire et les personnages

⁴⁹ STORA B., *La guerre invisible – Algérie, années 90*, presses de Sciences Po, Paris, 2001, p.25

⁵⁰ *ibid.*, p.26

fondateurs du mouvement nationaliste algérien avant l'indépendance⁵¹. L'absence de l'histoire réelle se transforme en persistance de la « culture de guerre », en plaçant la violence comme « moteur central de l'action au détriment de la patiente accumulation politique ». L'invisibilité de l'autre guerre, celle d'ancienne, renforce l'obscurité de cette guerre civile.

Enfin, la fin de cette guerre n'est pas non plus visible. Malgré la « normalisation politique » du pays à partir de 1997, avec la fin d'une vide institutionnelle continuait depuis interruption des élections en janvier 1992 et l'accueil par le gouvernement de certaines délégations étrangères, les massacres dans la campagne poursuivaient. En avril 1999, Abdelaziz Bouteflika a été élu à la Président de la République algérienne. Il n'a pas tardé à gracier plusieurs centaines d'islamistes condamnés pour crimes. Le niveau de violence diminue progressivement, mais les assassinats continuent toujours même aujourd'hui. La fin de cette tragédie n'a été jamais prononcée.

Avec cette invisibilité et obscurité générale de la guerre, il est extrêmement difficile, pour les Algériens, d'identifier cette histoire et d'en sortir. L'absence de la représentation rend impossible le partage des mémoires et la transmission de l'histoire, ce qui peut entraîner la crise de l'identité algérienne. Il faut remarquer qu'à côté de cette absence de représentation, il y a une tendance de prendre cette guerre civile algérienne dans la continuité de la guerre d'Algérie de 1954 à 1962, comme « seconde » guerre en Algérie. Plein d'ouvrages prennent cette grille de lecture de la « première » guerre pour analyser la guerre civile algérienne. En effet, les acteurs eux-mêmes de ce conflit, à la fois le pouvoir à l'époque et les

⁵¹ STORA B., *La guerre invisible – Algérie, années 90*, presses de Sciences Po, Paris, 2001, p.36-40

islamistes, se référaient souvent à la guerre d'Algérie durant la guerre civile. Le côté gouvernemental utilisait cette référence historique du combat nationaliste pour justifier son existence comme fondateur qui « défend son pays contre la menace intégriste », tandis que le côté islamiste s'appropriait la guerre contre la France pour souligner que « la nation musulmane reste à constituer »⁵². Cependant, cette grille de lecture de comparaison peut « dérouter, dévoyer l'« intrigue » et le sens du conflit, servir de leurre, et participer à la construction du mur d'invisibilité »⁵³, et aussi risque d'accélérer l'hostilité vis à vis de la France. Il existe certainement plusieurs points de ressemblance entre les deux guerres, tels que d'être une guerre « sans visage » ou « sans image », d'avoir l'inspiration religieuse, et de connaître une extrême violence quotidienne, mais il faut également reconnaître la différence fondamentale : cette fois, ce sont les Algériens eux-mêmes qui se combattaient dans le cadre d'un Etat souverain. En plus, le FIS ne pouvait pas se placer comme une seule présence contrepouvoir, contrairement au FLN. Finalement, les revendications berbères étaient assez marquantes, à la différence de la guerre d'indépendance.

Malgré son obscurité et ses violences cruelles, la guerre civile a apporté le fruit important : la fin de la monopole de l'histoire par l'Etat. Les jeunes algériens refusent désormais d'accepter la mythification du passé, et veulent savoir les vérités historiques, ce qui est favorable pour le travail de vérité, voire pour la réconciliation mémoriale franco-algérienne. Cependant, la fin de la guerre civile a également accéléré l'« islamisation » et la « décolonisation » de la société algérienne ainsi que l'hostilité vis à vis des

⁵² STORA B., *La guerre invisible – Algérie, années 90*, presses de Sciences Po, Paris, 2001, p.55

⁵³ *ibid.*, p.51

valeurs républicaines françaises, ce qui consiste un nouvel obstacle à l'établissement de la solidarité.

b. L'« islamisation » de la société algérienne

Bien que « la guerre de libération » avait l'inspiration religieuse en forme de révolte contre la politique d'assimilation des colonisateurs français qui exigeait le renoncement de la foi musulmane pour le statut de « Français », le courant islamiste algérien était longtemps marginalisé dans la société algérienne après l'indépendance, principalement en raison de l'omniprésence de l'Etat totalitaire. Contrairement à l'image courante, il n'est qu'à partir de l'année 1992, avec la répression gouvernementale et l'annulation injuste de la victoire électorale du FIS, que la majorité des islamistes se sont ralliés à la logique de la lutte armée.

Au cours du mouvement nationaliste algérien à la veille de l'indépendance, la tendance islamiste, les « oulémas », ont choisi de se rallier au FLN. Durant le mandat du Président Ben Bella, le rapport de forces entre le monde politique (FLN) et le monde religieux (Islam) se formait progressivement, comme la prédominance du premier sur le second. La voix de la gauche laïcisante étant dominante au sein du FLN, il existait une sorte de compromis entre l'Etat et les religieux, en forme du « socialisme islamique », ou « laïcité islamique »⁵⁴, bien que certains fondamentalistes critiquaient la « dégradation des mœurs ». De l'autre côté, des associations fondamentalistes à vocation culturelle telles que *Al Qiyam* cherchaient à réhabiliter les valeurs musulmanes. Le gouvernement, lui aussi, a patronné

⁵⁴ BURGAT F., *L'islamisme en face*, La Découverte, Paris, 2002, p.146

le lancement d'une revue *Al Asala*, qui servait d'exprimer la doctrine officielle en matière de la religion, notamment les propositions sur une arabisation exhaustive et une « campagne de réarmement moral de la population par un retour aux prescriptions du culte »⁵⁵.

La mobilisation fondamentaliste commence dans le domaine de l'enseignement religieux et l'opposition contre la révolution agraire lancée par le régime du Président Boumediene. La mobilisation connaît peu à peu le développement à travers la querelle linguistique : l'inégalité sur les débouchés professionnels entre la formation arabe et francophone. C'est dans le terrain de la codification du statut personnel que la mobilisation fondamentaliste a permis la véritable cristallisation du courant islamiste : après des manifestations des étudiants, le gouvernement qui hésitait à confirmer clairement les droits musulmans, a fait un compromis en adaptant une législation du statut personnel en 1984. À partir des années 1980, ces mouvements fondamentalistes sont passés à l'islamisme, en entrant dans le domaine politique. Parmi les islamistes longtemps inorganisés, un courant qui revendiquait des actions politiques plus explicites et l'emploi de méthodes plus radicales se montrait progressivement le pivot de rassemblement. Le Mouvement islamiste algérien (MIA) s'est formé en 1982 autour de Mustapha Bouyai. Avec la multiplication des grèves des étudiants et des affrontements, le régime du Président Benjedid a durci peu à peu son attitude envers les activistes islamistes. Malgré l'arrestation qui se succédait et l'assassinat de Bouyai en février 1987, les mouvements islamistes devenaient de plus en plus explicites et revendicatifs, notamment après la

⁵⁵ BURGAT F., *L'islamisme en face*, La Découverte, Paris, 2002, p.51

fondation du FIS en 1989, et ont finalement gagné le pouvoir politique en 1999, après la longue guerre civile algérienne.

A partir de la fin des années 1980, les islamistes autour du FIS ont réussi à s'enraciner progressivement dans la société algérienne, en ayant le soutien de la masse. Le FIS a démontré, pour attirer le peuple algérien, « une triple déchirure »⁵⁶ de leur société : la déhiscence politique résultant d'une guerre de succession, le clivage économique, et la fracture culturelle entre la culture occidentale - surtout française - et la culture arabo-musulmane. Avec ce schéma de triple clivage, les fondamentalistes ont accéléré l'« islamisation » de la société algérienne pour réanimer la nation de l'univers arabo-musulman, notamment à travers l'arabisation exhaustive, le réarmement moral du peuple avec les lois musulmans, et également l'accomplissement de la « décolonisation » - dégagement des héritages coloniaux. Ce dernier contient certainement un risque pour l'entente franco-algérienne, à cause de l'accroissement de la méfiance à l'égard de la francophonie, les valeurs républicaines et certaine élite sociale. Il ne faut pas cependant prendre cette montée de l'« Islam » dans un cliché négatif, comme la « danger » ou la « peur », d'autant plus que ce type de stéréotype ne cesse de se développer en France. Concernant les violences cruelles durant la guerre civile algérienne, par exemple, il ne faut pas oublier que ces actes sangulantes ont été commises non pas seulement par les islamistes, mais aussi par le côté gouvernemental. Dans une pleine obscurité de la guerre, le FLN a souvent manipulé les informations pour décrédibiliser les islamistes et se montrer comme « défenseur de la démocratie », afin d'obtenir le soutien occidental.

⁵⁶ BURGAT F., *L'islamisme au Maghreb - la voix du Sud*, Payet, Paris, 1995, p.156

L'apparition du régime islamiste en Algérie a produit un autre effet pour les relations franco-algériennes. Après la fin de l'époque de la monopolisation de l'histoire par l'Etat, les mémoires de la « guerre d'indépendance » se réveillent dans la société algérienne plus que jamais. En effet, durant la guerre civile, le FIS utilisait souvent ce sujet pour critiquer le gouvernement du FLN : « Le pouvoir algérien n'a jamais demandé d'excuses à l'ancien colonisateur : ce pouvoir est corrompu, il est fait d'agents de la France »⁵⁷. Le Président actuel Abdelaziz Bouteflika fait souvent référence à l'histoire de la guerre d'Algérie. Le retour de figures et réalités historiques longtemps mises à l'écart marque « la volonté d'inscrire l'histoire contemporaine algérienne dans un patrimoine commun »⁵⁸. Les revendications par les associations civiles s'apparaissent également, telles que la reconnaissance française de la responsabilité et du tort à l'égard de la colonisation de l'Algérie, la précision du nombre exact d'Algériens tués, ou une indemnisation au profit de l'Etat algérien ⁵⁹. Le gouvernement est conscient que le poids des anciens combattants et de leurs familles reste encore important pour le pouvoir politique. C'est vrai que les jeunes algériens s'intéressent plus aux problèmes quotidiens comme le chômage, la pauvreté, ou la recherche de la démocratie, plutôt qu'à l'histoire du passé. La page est tournée pour eux, pour qui l'avenir du pays est beaucoup plus important. Il est certes impossible pour tous les Algériens, même pour les jeunes, d'abandonner la mémoire et les critiques de l'époque colonial, car la guerre d'indépendance légitime

⁵⁷ STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007, p.57

⁵⁸ *ibid.*, p.58

⁵⁹ *ibid.*, p.64-65

l'existence même de leur nation, l'Etat algérien. L'histoire de la colonisation et de l'indépendance constitue une partie importante de l'identité algérienne. Il reste ainsi encore efficace pour les autorités algériens d'utiliser la guerre d'Algérie comme le vecteur du nationalisme.

Dans cette ambiance de la confrontation entre l'« Islam » et la « République », même si cela n'est que imaginaire, l'échange humaine (en forme de l'immigration des Algériens en France) ou la relance de la francophonie par l'intermédiaire de l'aide perd son efficacité comme moyen d'établir la solidarité. Pour réaliser la réconciliation, il faudrait multiplier des projets culturels non pas à sens unique mais reciproque, comme organiser les lieux de rencontre et d'échange des intellectuels et des historiens.

- Conclusion

L'énorme quantité de l'aide française à l'Algérie sans le « règlement du compte » du passé colonial n'a apporté que le déséquilibre entre les relations économiques et les relations politiques, et n'était pas suffisante pour réaliser la réconciliation. Afin d'établir une nouvelle relation bilatérale basée sur la solidarité, il faut « finir » politiquement la guerre d'Algérie et éviter la poursuite de la « guerre imaginaire » entre l'« Islam » et la « République ». Comment réaliser alors la réconciliation en sortant de la « guerre de mémoire » ? Le seul moyen efficace serait la reconnaissance officiel du passé - de la réalité et sa responsabilité de la colonisation - au niveau le plus haut de l'Etat. Il est préférable que ce reconnaissance s'accompagne du discours officiel du Président de la République sur la colonisation, comme le cas de l'esclavage. Le gouvernement ne devrait pas s'échapper de cette tâche

en recourant à « refus de repentance ». En plus de cela, il faut accomplir le travail de vérité, non seulement au côté français mais aussi au côté algérien.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que ces tâches nécessitent des efforts, non seulement du pays « colonisateur » mais aussi de son partenaire, visant à la réconciliation. Regardons le cas du Japon. Après le discours de l'ancien Premier ministre Murayama en 1994, dans lequel le gouvernement japonais a reconnu sa responsabilité de l'invasion et de la colonisation des pays asiatiques pendant la Seconde guerre mondiale et a présenté son excuse pour ces pays, les relations politiques avec les Etats de l'Asie du Sud-Est se sont explicitement améliorées. De l'autre côté, ce discours officiel n'a pas apporté la réconciliation avec la Chine, qui ne pouvait pas accepter ouvertement ces actes de la part du Japon en raison de politique intérieure : pour « instrumentaliser » l'émotion anti-japonaise comme convergence nationale. Ce « déni » chinois et sa demande persistante de « pénitence » a produit l'hostilité des Japonais pour ce pays voisin. Résultat : l'aide japonaise au développement a connu un succès avec les pays de l'ASEAN, tandis que celle-ci a connu un échec (en sens politique) avec la Chine, bien que la politique d'aide elle-même soit même. Bien sur qu'il existe pleine de différence entre le cas du Japon et celui de la France, mais il montre au moins un facteur important pour la réussite de la réconciliation.

Il est nécessaire ainsi, pour le cas franco-algérien, que les deux gouvernements franchissent un pas ensemble vers une nouvelle relation de future.

Bibliographie

ADDA J. et SMOUTS M.C., *La France face au Sud – le miroir brisé*, Karthara, Paris, 1989

ALIDIÈRES B., « La guerre d'Algérie en France métropolitaine : souvenirs « oubliés » », *Hérodote*, 120, 1^{er} trimestre 2006, p.149 - 176

BRANCHE R., *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Seuil, Paris, 2005

BURGAT F., *L'islamisme au Maghreb - la voix du Sud*, Payet, Paris, 1995

BURGAT F., *L'islamisme en face*, La Découverte, Paris, 2002

FUCHS J.F., *Pour une politique de développement efficace, maîtrisée et transparente : rapport au Premier Ministre*, la documentation française, Paris, 1995

Harbi M. et STORA B. (dir.), *La Guerre d'Algérie 1954 - 2004 la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004

MASQUET B., « Politique étrangère de la France », *Regards sur l'actualité*, 332, juin – juillet 2007, p.2 - 62

Meimon J., *L'invention de l'aide française au développement – discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique*, Centre d'études et de recherches internationales Science Po, Question de Recherche No 21, Septembre 2007

ROBINE J., « Les « indigènes de la République » : nation et question postcoloniale - Territoires des enfants de l'immigration et rivalité de pouvoir », *Hérodote*, 120, 1^{er} trimestre 2006, p.118 - 148

STORA B., *La gangrène et l'oubli – la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1998 (rééd.)

STORA B., *Le transfert d'une mémoire - de l'« Algérie française » au racisme anti-arabe*, la Découverte, Paris, 1999

STORA B., *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance (1. 1962-1988)*, La Découverte, Paris, 2001

STORA B., *La guerre invisible – Algérie, années 90*, presses de Sciences Po, Paris, 2001

STORA B. entretiens avec LECLÈRE T., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, éditions de l'Aube - Diffusion Seuil, Paris, 2007